

La politique des salaires et du plombier



Zoom sur l'emploi

Fidèle à une tradition politique européenne et multipolaire, le gouvernement hongrois s'est lui aussi lancé dans « la bataille de l'emploi » : l'actualité est donc riche de mesures à commenter.

La situation de l'emploi en Hongrie ne saurait être analysée qu'approximativement compte tenu de la part importante (estimée entre 20 et 25 % du total) qui échappe à toute mesure directe. Officiellement le taux de chômage tourne autour de 10,5 %, c'est toujours une indication quoi qu'en pensent les retraités...

Selon la méthode statistique dite « à la louche », méthode qui a fait ses preuves, un Hongrois gagne environ quatre fois moins qu'un Français à situation égale. D'après l'OCDE, en matière d'emploi en Hongrie, les méthodes de calculs mélangent passage au crible et louche selon les postes, la taille des entreprises et les secteurs. Globalement, on sait que le niveau des salaires est beaucoup trop bas pour que l'économie réelle puisse espérer des surlendemain qui chantent autre chose que le blues. Pas assez compétitive par rapport au Sud, pas assez développée et riche pour se mettre au niveau de l'Ouest, la Hongrie est condamnée aux changements brutaux et risqués socialement pour survivre.

Sans pour autant vouloir faire fuir les investisseurs étrangers qui raffolent de l'économiste trilingue à 656 euros / mois la pièce et de l'ouvrier à 300 euros, le gouvernement voudrait donc voir les salaires augmenter pour des raisons budgétaires évidentes et parce que les électeurs apprécient toujours. On ne peut que constater que, dans un contexte de crise permanente, où le maître mot est « compétitivité », la pilule passe diversement.

Certes, collectivement, les représentants des employeurs ont accepté l'idée d'une augmentation des salaires de 4 à 6 %, mais individuellement les patrons de PME hurlent. L'idée d'une ligne de téléphone spéciale visant à la dénonciation des patrons récalcitrants à augmenter les salaires n'a pas non plus été trouvée du meilleur goût par les intéressés. Seulement un dirigeant de PME sur quatre envisage de recruter un nouvel employé dans un futur proche et un sur dix envisage, en revanche, de licencier.

Selon une étude de Research Center et MASMI Hungary, ce n'est pas non plus la joie chez les employés même si 50 % des personnes interrogées recommanderaient leur employeur à une tierce personne. Les deux tiers d'entre eux n'envisagent pas de changer d'emploi dans les deux ans car 64 % ne pensent pas pouvoir trouver mieux dans la situation actuelle.

De fait, seuls 25 % estiment que leur salaire reflète leur expérience et leur savoir-faire (Je tiens à le clamer haut et fort, je ne fais pas partie de ces 25 % de privilégiés, c'est simple je n'en ai même jamais rencontré un seul, pas même Jean-Marie Messier dans ses grands jours !).

En ce qui concerne les métiers qui réclament une qualification technique et qui ne séduisent plus les jeunes autant qu'autrefois, les plombiers par exemple, le gouvernement envisage de mettre en place des mesures incitatives. Il faut en convenir, il est inacceptable que seuls les Polonais aient un surplus de plombiers. En réalité, on ne manque pas vraiment d'artisans qualifiés en Hongrie, mais plutôt de factures.

Le Premier ministre s'est fixé comme but de faire revenir le plus de personnes possible dans le système légal et de créer de nouveaux emplois. Ce ne sera pas facile. En France où un informateur de l'URSSAF sommeille en chaque employé au noir, il existe encore néanmoins de nombreuses professions qui recourent à ce type de main d'œuvre. Les Hongrois n'envisagent comme chèques services que les

portraits du roi Matyas et ses multiples...., le chemin sera long. En attendant, il s'agirait d'investir en masse dans la R & D (Recherche et Développement) car non seulement la plus value de ce type d'employés est évidente mais les chercheurs au noir sont relativement rares.

Xavier Glangeaud

- 37 vues

Catégorie

Agenda Culturel